"LE CONFLIT EST-OUEST POURRAIT ENCORE EMPIRER"

Diplomate de formation, sénateur et journaliste (il anime une émission politique hebdomadaire sur la 3e chaîne russe), ancien président de la commission des affaires étrangères de la Douma d'État, Alexei Pouchkov a commencé sa carrière politique dans les pas de Mikhaïl Gorbatchev. Expert reconnu des relations Est-Ouest, ce polyglotte francophone a publié en 2019 *le Jeu russe sur l'échiquier global* (ODM Éditions), préfacé par Jean-Pierre Chevènement.

Propos recueillis à Moscou par Mériadec Raffray

Dans une publication intitulée *2024, l'année du réveil géopolitique*, Sergueï Narychkine, le directeur du service de renseignements extérieurs de la Fédération de Russie (le SVR) prédit *« une nouvelle intensification de la confrontation »* dans l'année entre l'ancien et le nouveau monde. Êtes-vous aussi pessimiste?

Je pense que l'avenir est défini par le passé. Il est important, d'abord, de comprendre qu'à nos yeux, la guerre d'Ukraine n'a pas commencé le 24 février 2022, mais dix ans auparavant, mois pour mois. C'est en 2014 qu'il est devenu complètement clair pour Moscou que l'Occident — je veux dire le monde anglo-saxon, les pays de l'Otan et l'Union européenne — avait décidé de pousser son expansion politique, militaire et économique jusqu'à l'Ukraine.

C'est-à-dire?

Regardez ce qui s'est passé fin 2013, début 2014. Le président ukrainien de l'époque, Viktor Ianoukovitch, est violemment contesté à Kiev. La France, l'Allemagne et la Pologne lui promettent une sortie de la crise politique s'il accepte de signer un accord avec l'opposition valable jusqu'aux législatives anticipées de juin. Le président Obama appelle Poutine pour lui demander de soutenir cette initiative et ce dernier dépêche son représentant aux pourparlers.

Poutine dira d'ailleurs plus tard: "Si on avait respecté l'accord conclu, il n'y aurait pas eu de coup d'État à Kiev, les élections auraient réglé légitimement les problèmes de fond et la Crimée serait restée ukrainienne." Or, à peine l'encre de l'accord a-t-elle séché qu'éclatent les événements de Maïdan et que l'opposition force le président à partir. C'était donc un complot politique et, à la fin des jeux Olympiques, à Sotchi, Poutine a pris la décision de riposter. Nous étions parvenus au bout du chemin de l'expansion de l'Otan vers l'est. L'Ukraine serait donc le point final de l'histoire d'amour avec l'Occident commencée après la chute du mur de Berlin.

"C'EST EN FÉVRIER 2014, À SOTCHI, QUE POUTINE A PRIS LA DÉCISION DE RIPOSTER."

La guerre était donc inéluctable?

L'opération militaire résulte d'une situation qui a progressivement dégénéré. Les Américains préparaient l'intégration de l'Ukraine dans l'Otan depuis le sommet de Bucarest, en 2008. Obama a joué un rôle important. Le dossier n'intéressait pas Trump personnellement, mais il a laissé la machine étatique poursuivre sur sa lancée. Sous la présidence Biden, les liens militaires et politiques se sont renforcés. C'est alors que Poutine a formulé son fameux ultimatum de septembre 2021 laissé sans réponse: l'Otan doit revenir militairement (pas politiquement) aux frontières de 1997 et l'Ukraine redevenir neutre.

Une demande irrecevable…

Il est inconcevable pour la sécurité de la Russie que l'Ukraine appartienne à l'Otan. Dans l'intervalle, comme près de 12 000 personnes étaient mortes en temps de paix au Donbass, la Russie est intervenue pour stopper le processus d'intégration. Après le torpillage des négociations d'Istanbul par Boris Jonhson, téléguidé par les Américains, l'opération militaire limitée du début est devenue un conflit majeur.

Qui pourrait encore empirer, estime le SVR…

Malheureusement oui, pour une simple raison: l'obstination de l'Occident qui voudrait à tout prix faire subir une défaite à la Russie. Or, toutes les mesures prises par l'alliance occidentale contre la Russie n'ont pas produit les effets escomptés. La guerre économique nous pose des problèmes, mais nous avons surmonté les

ÉMILE ALAIN DUCKE/DPA/DPA PICTURE-ALLIANCE VIA AFP

Alexei Pouchkov. "L'Ukraine serait donc le point final de l'histoire d'amour avec l'Occident commencée après la chute du mur de Berlin."

premiers effets des sanctions. En 2023, l'économie russe a progressé de 3,6 % et pour 2024, on anticipe un nouveau bond de 2,6 %.

L'Occident a voulu isoler la Russie en constituant une coalition d'une cinquantaine de pays, le groupe de Ramstein. Il en reste quelque 150 qui ne l'ont pas rejointe. Toutes les grandes puissances comme l'Inde, le Brésil, la Chine, l'Indonésie veulent conserver de bonnes relations avec les États-Unis sans se couper de la Russie.

Et militairement?

L'Occident a fait monter les prix. Il a envoyé à Kiev de l'argent, des obus, puis est passé au stade des chars, aux missiles Himars, Storm Shadow, Scalp (français), ainsi que des systèmes Patriot de défense antiaérienne. Cela n'a mené nulle part. Plutôt que d'abandonner, il a poursuivi dans cette voie. On a discuté des F-16, qui arriveront en juin. Où seront-ils basés, car il n'y a pas de piste pour eux en Ukraine? Si c'est en Pologne, ce serait un *casus belli*. Cela nous causera des torts, mais ne changera pas le calcul général.

Le deuxième sujet en discussion, ce sont les missiles de longue portée comme le Taurus *[500 kilomètres, NDLR]*. Que se passera-t-il si des fusées allemandes tombent sur des villes russes? Le troisième débat vient d'être ouvert par Emmanuel Macron, c'est l'envoi de troupes au sol par les pays de l'Otan. Cela prouve que c'était en discussion depuis des mois. Lentement mais sûrement, l'Occident poursuit l'escalade. C'est pour cela que Narichkyne prédit une *« dégradation »*.

Au moment où les États-Unis délaisseraient les Ukrainiens?

Washington semble être le point faible de l'Occident. L'administration Biden n'a pas réussi à convaincre toute l'élite américaine que l'Ukraine était une priorité nationale. Beaucoup de républicains ne veulent pas se mêler de ce qu'ils considèrent être une dispute territoriale entre la Russie et l'Ukraine. Le candidat Trump paraît ne pas souhaiter continuer cette guerre. Ce n'est pas la sienne, mais celle de son ennemi juré, Biden. Si Trump est élu, il pourrait changer de politique sans renoncer toutefois au soutien politique à l'Ukraine.

Pourquoi Narychkine pense-t-il que la compétition globale pourrait se concentrer au Moyen-Orient?

Je pense que cette région, c'est le grand prix de la compétition géopolitique entre les puissances mondiales. Remarquez le bruit qu'a causé la normalisation, par l'intermédiaire de la Chine, des relations entre l'Arabie saoudite et l'Iran. Cette zone est vitale pour le monde en raison de ses réserves en gaz, en pétrole et en capitaux. De la direction que prendra le Moyen-Orient dépendra le nouveau visage du monde. Nous voyons l'amorce d'un nouvel ordre multipolaire.

Revenons à la Russie pour terminer. Les Européens lui dénient volontiers le statut de démocratie. Que leur répondez-vous?

Dans son dernier livre, *la Défaite de l'Occident*, Emmanuel Todd suggère que la Russie est une démocratie autoritaire par opposition aux systèmes libéraux mais déjà non démocratiques des États européens. Je ne suis pas tout à fait d'accord, mais cela illustre la difficulté de cerner des réalités complexes et mouvantes chez nous comme chez vous. Ici, les opinions différentes sont admises. Mais oui, en Russie, il y a une unité nationale et les forces pro-occidentales et anti-Poutine sont très faibles. C'est de la faute de l'Occident. À leurs représentants, qui étaient très puissants dans les années 1990, on dit aujourd'hui: "Et alors? Où nous avez-vous menés?" ●

"EN RUSSIE, TOUTES LES OPINIONS SONT ADMISES, MAIS OUI, IL Y A UNE UNITÉ NATIONALE ET LES FORCES PRO-OCCIDENTALES ET ANTI-POUTINE SONT TRÈS FAIBLES."